Le sionisme a gommé les différences idéologiques

vendredi 21 août 2009, par STAMBOUL Pierre (Date de rédaction antérieure : 9 août 2009).

Sommaire

- Deux démarches complémentaires
- À l'origine du consensus
- Une classe politique nulle
- Quel espoir ?

Si le sionisme naît à la fin du XIXe siècle, une importante scission se produit en son sein il y a environ 80 ans. Un nouveau courant qui s'intitule lui-même « révisionniste » apparaît. Son principal animateur se nomme Vladimir (Ze'ev) Jabotinsky.

Le « transfert » : un vieux projet

Jusque-là, les immigrants sionistes installés en Palestine sous mandat britannique, avaient tendance (comme la plupart des colonialistes) à ignorer l'existence même du peuple autochtone. Israël Zangwill avait proféré le mensonge fondateur en affirmant qu'il fallait trouver « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » et que cette terre serait la Palestine. David Ben Gourion avait bien remarqué que le pays était peuplé. Il pensait (à juste titre) que ces « fellahs » étaient les descendants des Hébreux. Mais, feignant d'ignorer la réalité coloniale, il imaginait que ces « fellahs » s'intègreraient au projet sioniste. La révolte palestinienne de 1929 (à Hébron) et surtout l'insurrection de 1936 allaient démentir ces rêves.

Dès lors pour Jabotinsky (admirateur du fascisme italien) et ses disciples, la voie à suivre est claire. Puisqu'il est entendu que les Palestiniens sont valeureux et prêts à résister avec détermination, il faut les expulser au-delà du Jourdain. Dès la fin des années 30, le terrorisme de la droite sioniste se développe, s'en prenant aussi bien aux Palestiniens qu'aux Britanniques. Pour la majorité sioniste qui se revendique du socialisme, cette droite est infréquentable et ces « socialistes » n'hésitent pas à la qualifier de raciste et de terroriste, voire de fasciste.

Pourtant, dès le départ, « gauche » et droite sionistes sont d'accord sur l'essentiel : privilégier à tout prix la construction du futur Etat Juif au détriment de toute autre considération.

Deux démarches complémentaires

En 1933, les Juifs Américains décrètent un blocus économique contre l'Allemagne où Hitler vient de devenir chancelier. Ben Gourion s'y oppose et le commerce entre le Yichouv (communauté juive en Palestine avant la création de l'Etat d'Israël) et l'Allemagne nazie se poursuivra.

À droite, le groupe Stern s'est lancé dans une guerre totale contre les Palestiniens et les Britanniques. Sa faction la plus dure dirigée par le futur Premier Ministre Itzhak Shamir assassinera des soldats britanniques et prendra des contacts avec le régime hitlérien alors que le génocide nazi

bat son plein. Ce même groupe assassinera le comte Bernadotte pendant la guerre de 1948 pour bien signifier que le nouvel Etat d'Israël ne respectera pas le droit international.

Avec l'ouverture des archives, les historiens israéliens ont confirmé ce que les Palestiniens disaient depuis longtemps. La « Naqba » (catastrophe), c'est-à-dire l'expulsion de 800 000 Palestiniens de leur propre pays était préméditée et elle avait largement commencé au moment de l'entrée en guerre des pays arabes voisins en mai 1948. Les groupes terroristes d'extrême droite et l'armée régulière dirigée par la « gauche sioniste » (la Haganah, le Palmach) ont joué des rôles complémentaires. Ainsi à Deir Yassine, c'est un groupe terroriste, l'Irgoun, dirigé par le futur Premier Ministre Menahem Begin qui massacre la population, mais c'est l'armée régulière qui occupe le village. Deir Yassine n'existe plus, c'est devenu le quartier de Giv'at Shaul et le tunnel routier qui passe en dessous porte le nom de l'assassin : Menahem Begin.

Les responsabilités de la « gauche sioniste »

« Gauche » et sionisme, c'est un oxymore. Si la droite sioniste a toujours revendiqué la nécessité du nettoyage ethnique (certains regrettent aujourd'hui qu'on n'ait pas terminé la guerre de 48 et qu'il reste des « Arabes » en Israël), la gauche l'a pratiqué sans vergogne.

En fait la « gauche » sioniste est compromise dans tous les crimes commis contre le peuple palestinien. En 1948, la « gauche » est au pouvoir pendant la guerre. Non seulement, elle planifie l'expulsion, mais elle confisque les terres des expulsés et s'oppose à tout retour des réfugiés palestiniens dès la signature de l'armistice. L'idée du pays « de gauche » aidé par l'URSS avec des kibboutz et des pionniers défrichant leur pays pour en faire un jardin,est fausse au départ : ce pays est né d'un nettoyage ethnique. En 1956, la « gauche » est au pouvoir quand l'armée israélienne, alliée aux impérialistes français et anglais, conquiert le Sinaï. La même année, 49 Palestiniens d'Israël sont massacrés à Kafr Kassem. Ils protestaient contre le vol de leurs terres. En 1967, on sait maintenant que la crise autour du détroit de Tiran était un prétexte. La conquête était préméditée et dès l'été 1967, la colonisation est décidée.

C'est un ministre « de gauche » Yigal Allon, chef d'un petit parti « socialiste » (l'Ahdut Ha'avoda) qui organise la colonisation de la Cisjordanie. Comme il n'a pas le personnel politique pour coloniser, il va rencontrer le seul courant religieux sioniste, celui des disciples du rabbin Kook. Il leur offre des millions de shekels pour qu'ils partent coloniser. Aujourd'hui, ce courant national-religieux, soutenu au départ à bout de bras par la « gauche », représente 1/4 de la société israélienne et une bonne partie des 500 000 Israéliens installés dans les territoires conquis en 1967 s'en réclame. Bien sûr, l'arrivée au pouvoir des disciples de Jabotinsky en 1977, avec la déroute électorale de la « gauche » face à Begin, ressemble à un tournant historique. C'en est un surtout parce que, pour la première fois, l'électorat séfarade sanctionne les fondateurs de l'Etat d'Israël tout en faisant le jeu de la droite raciste.

En 1987, Yitzhak Rabin est ministre de la Défense quand la première Intifada est réprimée avec une très grande brutalité. En 1993, cette même « gauche » semble avoir accepté l'idée de « la paix contre les territoires » en signant les accords d'Oslo. Pendant les quelques mois qui séparent ces accords de l'assassinat de Rabin, 60 000 nouveaux colons sont installés. Pourquoi ? L'épisode de Shimon Pérès au pouvoir avant sa défaite face à Benjamin Nétanyahou est une succession de crimes destinés à relancer la guerre : massacre du village de Cana au Liban, assassinat à Gaza de YahiaAyache, « artificier » du Hamas (d'après Pérès) en pleine période de trêve (1996).

À partir de cette période, la « gauche » sioniste participe à de nombreux gouvernements de coalition. C'est un ministre « de gauche » (Fouad Ben-Eliezer) qui est à l'origine du mur qui balafre la Cisjordanie (appelé clôture de séparation en novlangue). C'est un ministre travailliste réputé

sensible aux questions sociales (Amir Péretz) qui, en tant que ministre de la défense, organise l'attaque contre le Liban en 2006. Et c'est un autre ministre « de gauche », Ehud Barak qui commande le carnage qui vient d'être commis à Gaza. Il y a tellement peu de différence entre « gauche » et droite sionistes que, quand Ariel Sharon (un pur disciple de Jabotinsky), plus clairvoyant que ses anciens compagnons, décide d'évacuer Gaza (pour mieux pouvoir détruire cette région), une partie des travaillistes (avec Shimon Pérès à leur tête) le rejoint dans le parti Kadima.

À l'origine du consensus

Juste avant d'attaquer à Gaza, Tzipi Livni a consulté l'ensemble des partis sionistes et tous ont donné leur accord, y compris le Meretz dont plusieurs dirigeants étaient à l'origine des accords d'Oslo. L'ancien mouvement de masse Shalom Arshav (La Paix Maintenant) est devenu un appendice du parti travailliste. Les grands écrivains considérés comme des consciences morales (Amos Oz, Avraham Yehoshua, David Grossman) ont approuvé l'agression contre Gaza après avoir approuvé celle contre le Liban deux ans auparavant.

Michel Warschawski a toujours considéré que la minorité anticolonialiste en Israël est une petite roue. En 1982, cette petite roue en avait entraîné une grande et des centaines de milliers de manifestants avaient dénoncé l'invasion du Liban et les tueries de Sabra et Chatila. C'est fini. Les manifestations contre le carnage à Gaza (en dehors de celles organisées par les Palestiniens d'Israël), n'ont rassemblé que 10 000 participants. La frontière ne passe pas en Israël entre « gauche » et droite. Elle sépare les sionistes des non sionistes ou des antisionistes.

Le « complexe de Massada » a réussi à convaincre la majorité de la population israélienne qu'elle est en danger, qu'on veut la détruire, que les victimes, ce sont les Juifs, qu'il n'y a pas de partenaires pour la paix et que les Palestiniens poursuivent le projet d'anéantissement nazi. Le Hezbollah et le Hamas ont été habilement érigés en épouvantails infréquentables. Puisque l'ennemi est monstrueux, le permis de tuer existe et il n'y a pas de question à se poser. Le discours des fanatiques religieux (« les Palestiniens sont des Amalécites, la Torah dit qu'il est permis de les tuer ainsi que leurs femmes, leurs enfants, leurs troupeaux ») est devenu le discours dominant. D'ailleurs le rabbinat militaire a officialisé ce discours raciste et intégriste en excusant à l'avance tous les crimes de guerre commis à Gaza. Les barrières morales se sont écroulées.

Les électeurs ont préféré l'original à la copie.

Les dernières élections en Israël, c'est un peu comme si l'OAS avait gagné la guerre d'Algérie et que des élections françaises se jouent entre Philippe de Villiers, Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen.

Sans doute l'ancien gouvernement Livni-Barak avait des arrière-pensées électorales en attaquant Gaza et s'imaginait y gagner des voix. Il est symptomatique de voir que les trois partis qui sont arrivés en tête aux dernières élections israéliennes sont trois « héritiers » différents de Jabotinsky.

Celui qui apparaît le plus infréquentable a été videur dans une boîte de nuit en Moldavie. Avigdor Lieberman, comme un certain politicien célèbre en France, a la réputation de dire tout haut ce qu'une bonne partie de l'opinion publique israélienne pense tout bas. Il a proposé, il y a quelques années, qu'on lance une bombe atomique sur Téhéran ou qu'on bombarde le barrage d'Assouan. Ce « diplomate » un peu particulier est aujourd'hui ministre des Affaires étrangères. Son succès électoral est venu d'une idée plus que centenaire, celle qui a été à la base de tous les nationalismes meurtriers : un état ethniquement pur. Il propose sans rire que le million et demi de Palestiniens d'Israël prêtent allégeance au dieu sionisme, et qu'en cas de refus, ils soient déchus de leur nationalité et expulsés. Il ne se dit pas opposé à un Etat Palestinien du moment qu'Israël garde

l'essentiel, à savoir les colonies. Si son succès était prévisible dans l'électorat russophone, son discours sécuritaire (qui a failli aboutir à l'interdiction des partis politiques des Palestiniens d'Israël) lui a permis d'énormes progrès, dans les colonies ou à Sdérot. Il est cocasse d'entendre les médias français se demander si son arrivée au ministère ne va pas « mettre un coup d'arrêt au processus de paix ». Quel arrêt ? Quel processus ? Quelle paix ?

L'héritier « légitime » de Jabotinsky, Bégin et Shamir, c'est Nétanyahou. Il n'a pas varié, il est toujours hostile à tout Etat palestinien. Face à la question démographique (5 millions et demi de Juifs et 5 millions de Palestiniens entre Méditerranée et Jourdain), sa stratégie, c'est le Grand Israël et l'Apartheid : confiner les Palestiniens dans des zones de plus en plus restreintes, les pousser à partir, installer 300 000 nouveaux colons. N'ayant rien à proposer aux Palestiniens, même pas quelque chose qui pourrait remettre en selle l'Autorité palestinienne, il fait diversion en proposant une attaque « préventive » contre l'Iran. Cette idée est populaire en Israël où l'on a toujours préféré noyer la question palestinienne dans un univers plus grand : celui du choc des civilisations et de la guerre du bien contre le mal. Héritière de Jabotinsky et de Sharon, qualifiée de « centriste » par les médias, Tzipi Livni (ancienne du Mossad où elle a organisé des attentats contre des Palestiniens) est à l'origine du carnage à Gaza.

Sans doute, Barack Obama aurait préféré qu'elle gagne les élections pour maintenir la fiction de négociations possibles. Les Etats-Unis essaieront sûrement de la ramener au pouvoir d'ici quelque temps. Le parti Kadima ne se dit pas hostile à un Etat Palestinien à condition qu'Israël garde Jérusalem Est, Maale Adoumim, Ariel, les blocs de colonies, la vallée du Jourdain … Bref, il y aurait des bantoustans éclatés, non viables reliés par des tunnels et on appellerait cela l'Etat Palestinien.

Une classe politique nulle

Et les autres partis ? L'empressement d'Ehud Barak à rallier le parti travailliste à l'extrême droite n'a rien de surprenant. Rien ne les oppose sur le fond.

C'est Barak qui a imposé l'idée qu'il n'y a pas de partenaire de la paix et qu'il n'y a aucune alternative à l'écrasement du Hezbollah ou du Hamas. C'est Barak qui a convaincu les hésitants à l'idée d'une guerre sans fin. Son alliance rappelle les pires moments de la guerre d'Algérie quand les « socialistes » Guy Mollet, Robert Lacoste, Max Lejeune faisaient cause commune avec les militaires « pacificateurs » (les généraux Massu et Bigeard), les adeptes de la torture ou les futurs dirigeants de l'OAS. Le parti socialiste français a mis 20 ans à s'en remettre. Laminé aux dernières élections, le parti travailliste israélien risque de subir le même sort.

À sa gauche, le Meretz est dans l'impasse. Prisonnier du sionisme, il a échoué dans l'idée d'un « sionisme à visage humain » qui accepterait grosso modo un retrait sur les frontières d'avant 1967. De toute façon, cette frontière internationalement reconnue (la ligne verte) n'existe plus. Elle ne figure sur aucune carte israélienne. L'annexion n'est plus rampante, tout a été fait pour la rendre définitive. L'autoroute Tel-Aviv/Jérusalem traverse les territoires occupés à Latrun. De gigantesques entreprises s'installent en Cisjordanie occupée. Les ruines d'Hérodion ou de Qumran (Cisjordanie) sont devenues des parcs nationaux israéliens, la plus grande partie de Jérusalem-Est a été transformée en banlieue résidentielle. Les routes de contournement ont redessiné la carte de la Cisjordanie. Pour que la solution de « deux peuples, deux Etats » sur la base de la ligne verte existe, il faudrait que les 500 000 colons partent ou acceptent de devenir citoyens palestiniens. L'un comme l'autre sont devenus plutôt irréalistes. Faute d'avoir posé les questions essentielles (le colonialisme, l'égalité des droits), le Meretz n'a plus rien à proposer.

Du côté des religieux, ceux qui ont conservé méfiance ou aversion vis-à-vis du sionisme (comme le

groupe Nétouré Karta) sont aujourd'hui très minoritaires. Ce qui a le vent en poupe repose sur une synthèse entre messianisme fanatique (« Dieu a donné cette terre au peuple juif »), nationalisme guerrier et racisme. Ainsi, le chef spirituel du Shass (parti séfarade religieux ayant 11 députés), le rabbin Ovadia Yossef, a pu déclarer que les Palestiniens étaient tous des serpents et que la Shoah était une punition divine contre les Juifs qui s'étaient mal conduits. Le franco-palestinien Salah Hamouri est en prison pour être soupçonné (sans preuves) d'avoir eu des intentions hostiles contre ce chef « spirituel » d'une autre époque. Les partis religieux rivaux ne valent pas mieux.

Ce qui unifie la classe politique israélienne, c'est la corruption.

Sharon et ses fils ont eu affaire à la justice. Ehud Olmert aussi, mouillé dans des affaires de permis de construire monnayés quand il était maire de Jérusalem, a dû démissionner. Nétanyahou lui-même a connu des moments d'éclipse. Lieberman est aujourd'hui poursuivi pour des détournements sur le financement des partis qui pourraient lui coûter son poste. Il y a deux ans, une membre de son parti, Esterina Tartman, a menti effrontément sur ses diplômes pour pouvoir devenir ministre des sciences (à la place d'un « Arabe » pressenti à ce poste). Elle a été poussée à la démission quand la vérité est apparue. Au moment du déclenchement de la guerre du Liban, le général en chef de l'armée Dan Halutz avait fait un délit d'initié en vendant toutes ses actions et en précipitant la chute (de 8%) de la Bourse de Tel-Aviv. Quand les dirigeants israéliens ne sont pas poursuivis pour détournements, ils le sont pour délits sexuels comme l'ancien président Moshé Katzav, accusé de harcèlement sexuel et de tentative de viol. Il n'y a rien à attendre de cette classe politique où le fric et l'individualisme sont devenus les valeurs dominantes. Il est peu probable que sorte de cette classe quelqu'un comme le Sud-Africain De Klerk, capable de négocier un compromis historique et de se projeter dans l'avenir. Rabin a payé de sa vie le fait d'avoir paru l'être.

Quel espoir ?

Les Palestiniens ont retenu de leur histoire tragique qu'il faut résister, ne plus partir.

On en est à la 4e génération depuis la Naqba. Le rêve fou des sionistes, que les Palestiniens disparaissent en se fondant dans le monde arabe environnant ou qu'ils ne soient plus (à l'image des Amérindiens aux Etats-Unis ou des Aborigènes d'Australie) en situation de réclamer leurs droits n'est pas possible. En même temps, aucune paix juste ne sera possible tant que le projet sioniste sera à l'œuvre parce que ce projet a toujours reposé et repose sur la négation de la Palestine. Alors ?

Peu avant le carnage à Gaza, les élections municipales de Tel-Aviv avaient donné un résultat surprenant. La principale liste d'opposition était dirigée par un jeune membre du Hadash (le parti communiste) qui était *refuznik* (= objecteur de conscience) et antisioniste. Il y avait des Palestiniens de Jaffa sur cette liste qui a obtenu 36% des voix. Il semble que les jeunes aient massivement voté pour un *refuznik* (c'est un indice). Mais le score obtenu montre une aspiration à vivre « normalement » sans une guerre tous les deux ans, sans une mobilisation permanente, sans cette fuite en avant criminelle et suicidaire.

Tout Israélien qui réfléchit sait que la politique actuelle de destruction de la Palestine et de crimes répétés ne peut pas durer indéfiniment sans des conséquences très graves pour les Israéliens. Si la société israélienne prenait le temps de se retourner, elle aurait le temps de voir ses vrais problèmes : la violence, l'ultralibéralisme, l'effacement des identités, le militarisme, la segmentation, la perte des repères et des valeurs. Le dépassement du sionisme suppose de répondre à ces défis.

Mais pour quand ? Le temps passe, les crimes s'accumulent. Ce changement indispensable et cette rupture du « front intérieur » urgent.

Pierre Stambul (Bureau National de l'UJFP), le 8 août 2009.